A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 247 - 1,50 € - Septembre 2013
Pour l'Emancipation Sociale !

Et l'affrontement ?

Finalement, ils sont assez rares dans l'Histoire ces moments privilégiés où l'affrontement de classes est assumé et organisé par ceux qui subissent contre ceux qui sévissent. Ce n'est pas tomber dans un pessimisme exagéré que d'avancer l'hypothèse que la période actuelle n'est pas caractérisée par de fortes offensives prolétariennes. Pour la France, c'est évident.

Si aujourd'hui de nombreux tracts de mobilisation et d'argumentaires sur les retraites décrivent avec clarté la situation et les dégâts programmés par le pouvoir, le MEDEF et la finance, il ne s'agit finalement que de *descriptions*. Pour qu'elles soient élevées au rang de *revendications*, il aurait au moins fallu qu'elles soient accompagnées de propositions d'actions de nature à faire fléchir l'adversaire de classe. Quand on se contente par exemple de faire observer que l'élimination de la fraude fiscale suffirait à résorber plusieurs fois le «trou» des retraites, cela reste de l'ordre de la jérémiade; proposer, en plus, une occupation des centres des impôts jusqu'à la nomination par le gouvernement d'un nombre suffisant d'agents du fisc capables de régler le problème, ouvrirait d'autres perspectives. Oui, mais là (presque) personne n'ose, car on sent bien que cela fait peur à (presque) tout le monde. Aux oppresseurs, bien sûr. Aux opprimés aussi, hélas. Dans quelques tracts, les plus audacieux sont allés jusqu'à évoquer la nécessité d'un autre partage des richesses, mais sans oser proposer les moyens par lesquels on arrachera ces richesses à ceux qui les accaparent.

Autre exemple : le débat qui ces temps-ci se focalise sur la sortie ou non de l'euro donne aussi l'impression d'une querelle d'*experts* où chacun saurait mieux que l'autre fournir la meilleure analyse de la situation et la meilleure *technique* pour en sortir. Reprendre ce que l'oligarchie financière nous a volé à travers les mécanismes des dettes publiques en annulant purement et simplement lesdites dettes relèverait-il donc d'un réflexe primaire ? Non, mais obtenir pareille redistribution des richesses nous obligerait à fomenter un choc frontal et particulièrement vigoureux avec le capitalisme. Il est plus confortable et rassurant de concocter quelques finasseries monétaires, sans trop s'interroger sur le partage des richesses qu'elles induiraient en l'absence de luttes consistantes. Lesquelles paraissent impensables et ne sont donc pas pensées.

Le triomphe sans partage d'une classe dominante sans cesse à l'offensive, mais aveugle, ne peut que conduire à une catastrophe, comme l'a déjà montré l'histoire du capitalisme. Faudra-t-il attendre que cette catastrophe advienne pour que ceux d'en bas engagent enfin l'affrontement ? Et s'il surgit dans l'impréparation, sur quoi peut-il déboucher ?

Bref, si l'affrontement est nécessaire, il ne sera pas forcément suffisant, comme nous le rappellent les mouvements qui ont émergé en plusieurs endroits de la planète...

Syrie.

Non, l'intervention américano-française ne règlera rien. C'est l'embrasement régional qui serait assuré !

A l'heure d'une probable intervention militaire en Syrie contre le régime de Damas, il nous faut affirmer qu'ajouter le risque d'une guerre régionale à la guerre civile syrienne, ne fera qu'accentuer la barbarie et le chaos qui ébranlent le Moyen-Orient. De fait, ce sont les aspirations à la démocratie et au mieux-être qui se heurtent à la puissance des tyrans locaux, soutenus hier par l'Occident ou la Russie. Les peuples sont d'ailleurs de plus en plus récalcitrants à l'imperium états-unien qui peine à s'imposer dans un «ordre» mondial fissuré.

Pour l'impérialisme états-unien, malgré ses réticences à s'engager, il s'agit d'abord et avant tout d'enrayer la perte d'influence et de crédibilité dont il est l'objet, tout particulièrement dans cette région du monde. Après avoir proclamé haut et fort que la «ligne rouge» de l'utilisation des armes chimiques ne devrait pas être franchie, puis fermé pudiquement les yeux face à leur utilisation ponctuelle, Obama, face aux massacres des environs de Damas, s'apprête à se lancer dans une aventure militaire qu'il voudrait limitée. A défaut de légalité internationale, la légitimité morale dont il se prévaut masque un **cynisme** des plus prononcé. Le message à Assad était clair : vous pouvez recourir à l'utilisation de bombardements intensifs, y compris au napalm (comme on vient de l'apprendre) mais pas au gaz ! Quoi ? C'était permis à Saddam Hussein contre les Iraniens et les Kurdes avec des armes provenant directement de l'industrie allemande Siemens ! Quoi ? Le massacre de masse à la machette était permis avec la complicité mitterrandienne au Rwanda (800 000 morts) et on nous ferait la morale, pourrait répondre le tyran Assad !

C'est que la puissance impériale, non seulement, ne veut pas perdre la face, mais surtout son objectif demeure inchangé. **Que les adversaires s'épuisent afin que le statu quo demeure** : les protagonistes de la conférence de Genève II doivent se mettre autour de la table pour assurer la **continuité de l'Etat syrien remodelé**, et ce, en présence de ceux qui s'ingèrent dans les affaires du peuple syrien. Avec Poutine, il ne semble y avoir qu'un sujet de divergence, le départ ou non de Bachar El Assad. Pas simple ! Car les Etats-Unis ne sont plus les maîtres du jeu devenu compliqué à souhait.

Passe encore l'opposition des opinions publiques des pays d'une large et improbable coalition pro-US à une intervention qui, par quelques frappes ciblées, se voudrait morale et punitive, mais les conséquences d'un risque d'embrasement de toute la région sont autrement incalculables. Certes, Obama, le dérisoire prix Nobel de la paix et de l'intensification de l'utilisation des drones pour assassinats ciblés, peut compter sur Hollande au soutien empressé. Quoique le fraîchement galonné du Mali campe sur une posture morale désuète; il n'est qu'un **Guy Mollet aux petits pieds**; il ne pèse pas lourd et semble bien embarrassé par la défection anglaise, lui qui demande le feu

vert de l'ONU pour une intervention en Centre-Afrique !

Mais, de quoi s'agit-il en réalité ? **Les printemps arabes** et les aspirations à la démocratie et au mieux-être dont ils sont porteurs, se heurtent à leurs **classes dirigeantes despotiques** qui défendent pied à pied leurs intérêts. Elles peuvent se débarrasser d'un Ben Ali ou d'un Moubarak mais n'entendent rien céder sur le reste, encore moins dans un pays où cette domination est incarnée par le tyran Assad. Face à ces soulèvements, les pétromonarchies sont aux abois et marchandent leur influence sur le marché de la religion et des dollars.

Le Qatar s'oppose à l'Arabie Saoudite, soutenant l'un les Frères Musulmans, l'autre les salafistes et l'armée égyptienne, tout en s'ingérant dans la composition du Conseil National Syrien autoproclamé. Quant aux mollahs iraniens, ils entendent susciter la haine potentielle contre les sunnites pour conserver leur influence sur les chiites et par conséquent sur la Syrie d'Assad et le gouvernement irakien. Quant à la Turquie d'Erdogan, qui a affronté sa jeunesse en mal de liberté et de démocratie, elle est confrontée à la volonté des Kurdes, eux-mêmes divisés, qui visent à obtenir pour le moins une autonomie toujours promise, toujours trahie.

Et il faudrait **se jeter dans ce guêpier lourd de balkanisation** pour ajouter la guerre régionale à la guerre civile syrienne, sans attendre les dernières singeries des experts de l'ONU, à qui l'on interdit de dire qui sont les responsables des tirs à l'arme chimique ?

Si Bachar le boucher s'est décidé à les employer massivement dans la banlieue de Damas encerclée au sud et à l'est, s'il a eu recours dans le même temps à l'emploi de bombardements aveugles contre sa propre population insurgée, c'est qu'il est acculé. Il ne dispose plus que de sa propre puissance de feu meurtrière alimentée par Poutine et les hommes de main iraniens ainsi que les Libanais du Hezbollah. Il manque d'hommes pour reprendre le terrain occupé par les rebelles. Mais, pour les Occidentaux comme pour les Russes et leurs alliés, la prise de pouvoir de l'opposition armée syrienne est inacceptable. Ils ne rêvent que de **la paix des cimetières**, seule susceptible d'imposer leurs hommes de paille. Mais cet objectif semble lui-même hors de portée, les intérêts des uns (USA, Grande-Bretagne, France, Arabie Saoudite, Israël, Turquie…) sont inconciliables entre eux et avec les autres (Russie, Iran, Irak chiite).

Force est de constater qu'une intervention militaire dite limitée des Etats-Unis et de leur supplétif «hollandais» ne résoudrait rien, bien au contraire. Elle renforcerait dans la région les sentiments anti-occidentaux et, ici-même, **la xénophobie** sans compter le nombre de victimes collatérales. Pire, elle risquerait d'enclencher un **engrenage incontrôlable**. Que faut-il pour que l'Iran, voire la Russie s'oppose, riposte aux lancements de missiles sur la Syrie ? Vont-ils rester l'arme au pied après l'énorme effort pour soutenir un régime à l'agonie ? Que ferait Israël, toujours belliciste, dans cette hypothèse ? Quelles en seraient les conséquences au Liban… et dans les métro-

poles impériales suite à la flambée des prix du pétrole et à l'approfondissement de la crise économique qui s'en suivraient ? Et l'on pourrait multiplier les questionnements mortifères !

Le mythe d'une bonne guerre «limitée», morale, exportant la civilisation, a vécu. Après deux défaites politiques et militaires en Irak et en Afghanistan, qui ont accentué le chaos et la destruction massive de ces pays, l'imperium US, drainant péniblement les pays européens, se heurte désormais aux puissances émergentes et à la Russie dictatoriale poutinienne, et dans le même temps, aux opinions publiques mondiales. Le monde n'est plus celui de Bush d'après l'effondrement du mur de Berlin, ni celui d'Eltsine, le pro-américain autocrate, encore moins celui de la mondialisation heureuse sous l'égide d'un prétendu soft power. Il est celui où les peuples tentent difficilement de sortir de la domination que leur impose l'arrogance des oligarques et des apparatchiks barbares.

Que chez nous, un petit caporal autoproclamé se place sous la bannière étoilée d'un généralissime hésitant, en dit long sur le type de régime «démocratique et républicain» qui est le nôtre. Il en dit long également sur la nature d'un parti de la gauche de droite. Il se veut plus atlantiste que Sarko-Merkel-Cameron réunis !

En définitive, ce dont ont besoin les rebelles syriens **pour l'emporter par eux-mêmes**, ce sont à la fois d'armes capables de détruire les chars et les avions du boucher, mais aussi de la condamnation de l'influence des pétromonarchies et d'un islam réactionnaire et enfin d'une mobilisation des peuples en soutien à leur lutte contre le tyran.

Gérard Deneux, Amis de l'émancipation sociale, le 2 septembre 2013

C'est dans un article disponible sur internet où il critique les termes d'une pétition de *«solidarité avec le peuple syrien»*, que J. Bricmont décrit ce qu'il appelle *«les ambiguïtés»* d'une certaine gauche occidentale sur la question de la guerre, de l'impérialisme et de l'opposition aux politiques américaines. Il y confesse aussi des erreurs de jeunesse. Est-ce parce qu'il a pris la résolution de produire désormais des analyses plus «matures» ?... Ou est-ce pour mieux protéger l'image du chef du régime de Damas, et pour lui permettre ainsi de proposer un autre modèle de «pacifisme» ?... Pour vous faire une idée plus précise, et pour découvrir aussi la grande diversité des soutiens au peuple syrien, consultez le texte intégral de cet article de J. Bricmont mis en ligne sur le site «Investig'Action» dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits.

En tout cas, parmi les soutiens exprimés de tous côtés, personne n'ose évoquer la force de celui qui prendrait la forme de puissantes luttes sociales contre la classe dominante, ici, en Occident. Peut-être parce que ces luttes sont improbables ?...

Cette gauche qui prend ses désirs pour la réalité

(par Jean Bricmont)

Le but de cet article, écrit pour un public américain, était de critiquer une pétition de *«solidarité avec le peuple syrien»* (dont les extraits sont ici en *italique*) qui reflète toutes les ambiguïtés de la pensée de la gauche occidentale sur la question de la guerre et de l'impérialisme. (...)

(…) Au début des années 1970, de nombreuses personnes, y compris moi, croyaient que toutes les "luttes" étaient liées entre elles : la révolution culturelle en Chine, les guérillas en Amérique latine, le printemps de Prague, mai 68, etc. Nous pensions également que les régimes "fascistes" ne pouvaient être renversés que par une lutte armée. Aucune de ces suppositions n'était juste. (...)

Je me suis souvenu de ces illusions de jeunesse quand j'ai lu une pétition *"de solidarité avec les millions de Syriens qui luttent pour la dignité et la liberté"*, signée par de nombreuses personnalités de la gauche occidentale. La pétition affirme que *"La révolution en Syrie représente une part fondamentale des révolutions nord-africaines, mais elle est également une extension de la révolte zapatiste au Mexique, du mouvement des sans-terre au Brésil, des révoltes contre l'exploitation néolibérale en Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu'un écho des mouvements pour la liberté iranien, russe et chinois."*

Les signataires exigent que Bachar al-Assad quitte immédiatement le pouvoir (…). Ils décrivent aussi la Russie, la Chine et l'Iran comme en train "*de défendre le massacre du peuple*". (...)

L'essence de la pétition consiste en des affirmations grandiloquentes de "solidarité" de la part "d'intellectuels, d'universitaires, de militants, d'artistes, de citoyens concernés et de mouvements sociaux à l'égard du peuple syrien" (...)

Cette pétition vaut la peine d'être analysée, parce qu'elle résume bien tout ce qui ne va pas dans la pensée de gauche dominante actuelle. (…)

Tout d'abord, la présentation des faits concernant la Syrie est très douteuse. (...)

Les actions de *"la Russie, la Chine et l'Iran"* en Syrie ont été conformes au droit international, contrairement à celles des *"États-Unis et de ses alliés du Golfe"*. (...) Du point de vue du droit international, le gouvernement actuel de la Syrie est légitime, et répondre à ses demandes d'aide est parfaitement légal, tandis qu'armer des rebelles ne l'est pas. (...)

La pétition voit les évènements en Syrie comme une "*extension de (diverses révoltes*)" mais se garde bien de les mettre en lien avec les gouvernements anti-impérialistes en Amérique latine (...). Qu'est-ce qui devrait laisser penser que le départ *"immédiat"* de Bachar al-Assad mènerait à une *"Syrie libre, unifiée et indépendante"* ? Les exemples de l'Irak et de la Libye ne suffisent-ils pas à jeter quelques doutes sur des déclarations aussi optimistes ?

Cela nous amène au deuxième problème de cette pétition, qui est sa tendance au romantisme révolutionnaire. (…) Si nous devions tirer quelque leçon de l'Histoire, c'est que la lutte contre l'oppression ne nous transforme pas forcément en des saints. (…) Sur la base de quoi devrions-nous croire que la "révolution" en Syrie, chaque jour contrôlée un peu plus par des fanatiques religieux, émergera comme un brillant exemple de liberté et de démocratie ?

(...) Ne devrait-on pas accorder une chance à la paix et à la diplomatie ? Le *"régime syrien"* a modifié sa constitution; pourquoi être si certain que ceci ne peut pas mener à un *"avenir démocratique"*, mais qu'une révolution violente le peut ? Ne devrait-on pas accorder une chance au réformisme ?

Toutefois, le défaut principal de cette pétition (...) est : à qui s'adressent-ils ? Les rebelles veulent autant d'armes que possible - aucun signataire de la pétition ne peut les leur livrer. (...)

Le fait que la pétition n'a pas d'effet en Syrie ne veut pas dire qu'elle n'a pas d'effet tout court. Elle affaiblit et embrouille ce qui reste des sensibilités pacifistes (…)

Les défenseurs de la pétition diront probablement que "nous" devons dénoncer à la fois l'impérialisme américain et les régimes oppressifs contre lesquels le "peuple" se révolte. Pourquoi prétendre faire deux choses à la fois, lorsqu'on n'est pas plus capable de faire l'une que l'autre ?

(...) Que devrait faire la gauche ? (...) Lutter dans son propre pays. Ceci est bien plus difficile que d'exprimer une solidarité dénuée de sens avec des gens dans des pays lointains. Et lutter pour quoi ? Pour la paix à travers la démilitarisation, pour une politique de non-intervention et pour placer la diplomatie, non les menaces militaires, au centre des relations internationales (…)

(...) De nombreux signataires pensent certainement qu'ils sont anti-impérialistes et pacifiste (...) Ils ne semblent néanmoins pas avoir remarqué que les tactiques de l'impérialisme ont changé depuis l'époque des mouvements de libération nationale. (...)

Les personnes qui succombent aux illusions du romantisme révolutionnaire ou qui se rangent aux côtés du camp le plus faible en apparence, comme les rebelles syriens aujourd'hui, sont bernées par les tactiques de l'impérialisme d'aujourd'hui. En revanche, ceux qui aspirent à un ordre mondial plus pacifique et plus juste et qui pensent qu'une condition préalable à cet ordre est l'affaiblissement de l'impérialisme américain s'aperçoivent facilement de ces pièges. (...)

L'entretien avec Gilbert Achcar que nous reprenons ci-dessous, publié sur le site d' *«A l'encontre»*, concerne le processus en cours dans toute une région. Comme en Egypte les évènements ont pris depuis la forme d'une répression sanglante, nous complétons cet entretien par un encadré composé d'extraits d'une autre analyse parue également sur le site d'A l'encontre. Pour encourager la visite de ce site et suivre l'actualité en Egypte vous pourrez passer par le site d'A Contre Courant (www.acontrecourant.org catégorie «Infos d'Egypte») où des liens ont été mis en place.

Un processus révolutionnaire de longue durée au Maghreb et au Machrek

(Entretien avec Gilbert Achcar; propos recueillis par Jacques Babel le 29 juillet 2013)

Le processus révolutionnaire de la région arabe ne cesse de surprendre les médias. Comment analyses-tu les événements récents en Egypte et en Tunisie?

Il y a certes des changements qualitatifs qui surviennent, mais le fait même qu'il y ait des rebondissements ne saurait surprendre dès lors qu'on a compris que ce qui a démarré fin 2010-début 2011 est un processus révolutionnaire de longue durée. L'idée que les victoires électorales de forces issues de l'intégrisme islamique en Tunisie et en Egypte allaient clôturer le processus s'est révélée complètement erronée.

Ces forces étaient vouées à l'échec dans la mesure où, pas plus que les régimes auxquelles elles succèdent, elles n'ont pas de réponse aux très graves problèmes sociaux et économiques qui sont à l'origine des soulèvements. Elles se situent dans la continuité des recettes néolibérales et ne sauraient donc résoudre ces problèmes qui ne font que s'aggraver.

Le processus révolutionnaire peut prendre des formes surprenantes, mais on va continuer à passer longtemps de bouleversement en bouleversement à l'échelle régionale avant une stabilisation de la situation qui supposerait, dans une hypothèse positive, un changement profond de la nature sociale des gouvernements vers des politiques axées sur les intérêts des travailleurs et des travailleuses.

Comment vois-tu l'affrontement en cours aujourd'hui en Egypte?

En Egypte aujourd'hui, il faut distinguer entre deux niveaux: les manœuvres et conflits autour du pouvoir, et la lame de fond populaire. Celle-ci connaît un deuxième déferlement depuis celui de 2011, mais qui débouche, comme le précédent, sur une intervention de l'armée.

Moubarak, déjà, avait été écarté en février 2011 par les militaires qui ont alors pris directement le pouvoir, le Conseil supérieur des forces armées s'emparant du sommet de l'exécutif. Cette fois-ci, ils se sont gardés de répéter la même opération s'étant brûlé les doigts à essayer de gouverner le pays dans une situation de bouleversement telle qu'elle entraîne une usure très rapide de n'importe quel gouvernement qui se cantonnerait à l'horizon des politiques néolibérales. Mais les civils désignés à la tête de l'exécutif ne peuvent cacher le fait que c'est l'armée qui exerce le pouvoir.

Cela dit, l'argument selon lequel, cette fois-ci, l'armée est intervenue contre un gouvernement démocratiquement élu relève d'une conception très droitière de la démocratie, selon laquelle les élus ont carte blanche pour faire ce qu'ils veulent pendant la durée de leur mandat, même s'ils trahissent de manière flagrante les attentes de leurs électeurs et électrices. Une conception radicale de la démocratie implique le droit à la révocation des élus. C'est cette forme que le mouvement a prise en Egypte avec la pétition pour le départ de Morsi et de nouvelles élections qu'ont lancée les jeunes du mouvement «Tamarrod» (Rébellion), qui ont réuni en quelques mois un nombre impressionnant de signatures, bien supérieur au nombre de voix qu'avait obtenues Morsi pour son élection à la présidentielle. De ce point de vue, sa révocation était tout à fait légitime.

Par contre, le gros problème, c'est que plutôt que d'organiser le mouvement de masse afin de renverser Morsi par les moyens de la lutte de masse – la grève générale, la désobéissance civile – on a vu les dirigeants de l'opposition libérale et de gauche s'accorder avec les militaires et applaudir leur coup d'état dont la logique ultime est de capter le potentiel de mobilisation populaire et de le détourner en faveur du retour à un ordre musclé, comme le confirment aujourd'hui les agissements des militaires. Cela est extrêmement grave, et à ce niveau-là il y a une carence forte de la gauche égyptienne dans ses composantes majoritaires. Elle a redoré le blason de l'armée, et encensé le commandant en chef de l'armée (Al-Sissi).

Ce dernier est l'homme fort du nouveau-ancien régime. Bien que ministre de la Défense, il s'est permis d'appeler la population à manifester en soutien à l'armée en ignorant totalement le nouveau gouvernement.

Aujourd'hui, même les jeunes de Tamarrod commencent à s'inquiéter, mais un peu tard, de l'engrenage dans lequel ils se sont fait prendre eux-mêmes. Le coup d'Etat permet aux Frères musulmans de se refaire une jeunesse politique en se présentant en martyrs, victimes d'un putsch militaire. Ils ont reconsolidé leur base sociale, certes minoritaire – c'est maintenant clair – mais néanmoins importante. L'action des militaires redore leur blason.

Donc, il y a eu une usure très rapide des mouvements islamistes ayant occupé la place des anciens régimes en Tunisie et en Egypte, mais la faiblesse de la gauche pose maintenant un gros problème…

En dehors de la gauche révolutionnaire qui reste marginale en Egypte, le gros de la gauche s'est investi dans le Front du salut national. Les courants issus du mouvement communiste traditionnel ainsi que le courant nassérien qui reste le plus important au niveau de l'influence populaire ont participé à l'entreprise de mystification des gens sur le rôle de l'armée. C'est d'autant plus déplorable que ces mêmes forces étaient dans la rue contre l'armée dans les mois qui ont précédé l'élection de Morsi! Quand Hamdeen Sabahi, le leader nassérien, expliquait quelques jours avant le 30 juin que c'était une erreur d'avoir crié un an auparavant «à bas le gouvernement des militaires», il tirait les mauvaises leçons de l'histoire. Ce qui est une erreur, c'est de s'en repentir et de penser qu'il faut de nouveau applaudir l'armée.

Que penses-tu des dispositifs qu'essaient de se donner les Tunisiens pour mettre fin au pouvoir d'Ennahdha?

Malheureusement, on risque d'avoir en Tunisie un scénario semblable à celui que connaît l'Egypte: une gauche qui n'a pas la lucidité politique de se battre sur un programme de gauche, et qui s'apprête à nouer des alliances même avec les pans de l'ancien régime présents dans Nidaa Tounès [«Appel de la Tunisie» – initiative lancée par Beji Caïd Essebi, ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères sous Habib Bourguiba, avocat spécialisé dans les affaires d'arbitrage – devenue parti reconnu et autorisé en juillet 2012]. Ce type de démarche profite finalement aux

forces islamistes qui ont beau jeu de dénoncer la compromission de la gauche avec les restes de l'ancien régime. Cela permet aux Frères musulmans ou à Ennahdha de se présenter comme porteurs de la légitimité et de la continuité de la révolution.

Il y a donc un problème de représentation politique des couches populaires en révolution?

Oui, le problème c'est qu'au lieu de chercher à conquérir l'hégémonie dans le mouvement de masse en se battant en premier lieu sur la question sociale, quitte à faire l'unité contre elle des partisans du néolibéralisme qui vont des intégristes aux hommes de l'ancien régime en passant par les libéraux, la gauche s'inscrit dans des alliances à courte vue avec des pans de l'ancien régime. Dans un pays comme la Tunisie, à mon sens, la centrale syndicale UGTT (Union générale tunisienne du travail) est une force socialement hégémonique et qui peut facilement le devenir politiquement. Or une muraille est dressée entre le syndical et le politique. La gauche tunisienne aujourd'hui à la tête de l'UGTT, plutôt que de lancer la centrale dans la bataille politique avec pour horizon un gouvernement des travailleurs, semble s'orienter vers des alliances contre-nature entre ses groupements politiques organisés dans le Front populaire, d'une part, et les libéraux et les restes de l'ancien régime, de l'autre.

Malgré ces difficultés de débouchés, les révoltes continuent dans de nombreux pays, on voit apparaître maintenant des mouvements «Tamarrod» en Libye, au Bahreïn…

Dans les six pays qui ont été les plus profondément touchés par les soulèvements de 2011, les mouvements de masse continuent. En Libye, c'est le bouillonnement permanent. Les médias ne le répercutent pas, mais il y a constamment des mobilisations populaires, notamment contre les intégristes; les institutions élues sont soumises à des pressions diverses de la base populaire.

Au Yémen, le mouvement continue, même s'il a été affaibli par le compromis dans lequel s'est engouffrée une partie des forces d'opposition. Des forces radicales, en particulier jeunes et de gauche, continuent à se battre contre ce simulacre de changement. Au Bahreïn, le mouvement populaire se poursuit contre la monarchie.

Et en Syrie, la guerre civile bat son plein, elle atteint un niveau hautement tragique avec aujourd'hui une contre-offensive féroce du régime soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais. La Syrie est un cas flagrant de cynisme des grandes puissances, qui laissent massacrer un peuple qui ne leur inspire que la méfiance.

Donc, deux ans et demi après le début du processus, celui-ci continue de plus belle ?

Une dynamique révolutionnaire s'est enclenchée en 2011, un processus de longue durée qui va connaître des hauts et des bas, des épisodes de réaction, de contre-révolution et des rebonds révolutionnaires. Mais pour une issue positive à ce processus, il faudra que se dégagent des forces porteuses de réponses progressistes aux problèmes posés sur le plan social et économique.

A défaut, il y a d'autres scénarios possibles, de régression, de réaction, d'alliances répressives contre les populations entre ceux qui aujourd'hui semblent opposés, militaires et intégristes. Il n'y a aucune fatalité dans un sens ou dans l'autre, c'est une situation ouverte, en plein bouillonnement.

La gauche doit urgemment affirmer une troisième voie indépendante, contre les anciens régimes et contre les intégristes, pour la satisfaction des revendications sociales de celles et ceux qui ont porté ces soulèvements.

Gilbert Achcar, intellectuel militant marxiste originaire du Liban, est enseignant à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres. Il a publié, entre autres, L'Orient incandescent, Ed. Page deux, 2003; Les Arabes et la Shoah. La Guerre israélo-arabe des récits, Actes Sud, Sindbad, 2009, Eichman au Caire, Sindbad, 2012; Le peuple veut, Ed. Actes Sud, 2013.

Extraits d'un texte de Pierre-Yves Salingue, également publié sur le site «A l'encontre».

La révolution égyptienne n'est pas un conte de fées

(…) De nombreux révolutionnaires concèdent que l'armée a certes destitué Morsi, mais ils affirment qu'elle n'avait pas le choix du fait de l'ampleur de la mobilisation. Cette analyse est une erreur. Elle devient une faute quand elle s'accompagne de l'absence de condamnation sans réserve de la répression qui frappe les Frères musulmans au lendemain de leur défaite politique. (...)

L'armée n'a pas seulement chassé les Frères musulmans (FM) de leurs responsabilités. Elle a imposé des modalités d'adoption d'une Constitution et une séquence électorale qui privent le peuple égyptien de sa pleine souveraineté. (…)

L'éviction de Morsi a montré que des changements au sein de la structure du pouvoir bourgeois ne peuvent pas toujours se faire dans «le calme et la dignité» dont se gargarisent les Etats capitalistes. (...)

L'armée est et sera demain le principal obstacle au combat de l'émancipation: c'est pour ça que le capital consent à lui rétrocéder une partie du profit issu de l'exploitation des travailleurs et du vol des richesses dont sont privés les peuples opprimés.

(…) La légitimité révolutionnaire d'un mouvement insurrectionnel populaire réside exclusivement dans le fait que son combat vise à balayer le système d'oppression imposé à la grande majorité par une minorité qui détient le pouvoir économique et monopolise le pouvoir politique au moyen de l'Etat. La destitution de Morsi ne relève pas de cette catégorie d'insurrection. (...)

C'est un changement à la tête de l'Etat, un changement violent qui ne respecte pas les formes en usage dans les démocraties bourgeoises, lesquelles n'ont d'ailleurs aucun problème pour justifier les exceptions qui les arrangent. (...)

Aujourd'hui la répression est dirigée contre les Frères musulmans, mais demain, avec la même justification, ce sera le tour des révolutionnaires (ultras, grévistes, blogueurs impertinents, etc.).

La place prise par l'armée dans la révolution est un signe de faiblesse et non un signe de la force du mouvement révolutionnaire

(…) L'armée est intervenue parce qu'il y avait une extraordinaire mobilisation de rue, elle l'a fait avec la caution de la grande majorité des «révolutionnaires» égyptiens et avec l'appui des forces réactionnaires de l'ancien régime et des forces bourgeoises libérales. (...) Le petit nombre de forces qui a refusé jusqu'à la fin cette intervention n'a jamais eu les moyens de proposer une alternative (...)

Ce ne fut pas la grève générale, ce fut la farce renouvelée de «l'armée au service du peuple» (…) L'intervention de l'armée a dispensé le mouvement de l'obligation de devoir résoudre la question de l'affrontement avec l'appareil d'Etat.

Cette «victoire» octroyée par l'armée avant la confrontation décisive est en réalité un cadeau empoisonné.

En limitant l'expérience de la lutte, il freine l'élévation du niveau de conscience politique qui ne peut provenir que de l'expérience, y compris des échecs.

Comment comprendre la nature contre-révolutionnaire de l'appareil d'Etat et notamment de ses forces de répression si on croit qu'on peut faire tomber le dictateur grâce à l'appui de son appareil militaire ? (...)

Faute de place dans l'encadré de la page précédente, nous poursuivons ici la publication d'extraits de l'analyse de P.Y. Salingue parue sur le site *«d'A l'encontre»* en choisissant les passages qui concernent les raisons de l'échec de la «révolution» en Egypte. Il y a là de quoi réfléchir sur les conditions à réunir pour avoir une chance de mieux réussir la «révolution»... partout !...

La révolution égyptienne n'est pas un conte de fées (suite)

Pourquoi l'armée a-t-elle décidé de faire tomber Morsi?

Je n'ai aucun doute sur le fait que la direction des Frères Musulmans (FM) fait partie du camp de la contre-révolution. (...) Ce que peinent à comprendre beaucoup de sympathisants déclarés de la révolution égyptienne, c'est que Morsi et les FM n'étaient qu'un choix par défaut de la contre-révolution. Le mandat qu'ils ont reçu de noyer la dynamique révolutionnaire ne leur fut confié par l'armée qu'à cause de son propre échec dans l'exercice direct du pouvoir politique entre février 2011 et juin 2012. (…) Le ralliement confirmé des FM au néolibéralisme, leurs engagements à respecter les traités internationaux et notamment à ne pas nuire à la sécurité d'Israël, leur acceptation de respecter le domaine réservé du CSFA furent jugés suffisants pour «tenter le coup», faute de mieux en quelque sorte.

(…) La radicalité (relative) des termes de la pétition Tamarod n'était pas un problème dès lors qu'elle n'appelait pas les signataires à s'organiser et que la dynamique de la mobilisation ne débouchait pas sur une exigence de satisfaction des revendications avancées. (…) La mobilisation bienveillante de nombreux médias anti-Morsi a aussi donné une forte visibilité à l'initiative.

Si c'est une révolution, elle ne peut pas intégrer des forces contre-révolutionnaires organisées

Certes, il n'y a pas de «révolution pure» et la révolution prend du temps… Je veux bien répéter après chaque événement que «la révolution continue», mais il me semble qu'on est là plus dans l'acte de foi que dans la prévision issue d'une analyse raisonnable. Mais ce dont j'ai la certitude – et il ne s'agit ni de foi ni de prévision, mais d'un enseignement de toute l'histoire des luttes pour l'émancipation – c'est que la révolution ne se fait jamais avec pour alliés les forces organisées de la contre-révolution.

(…) Le succès extraordinaire de la pétition Tamarod est incontestablement le signe de la colère maintenue des Egyptiens qui avaient renversé Moubarak et de la frustration de celles et ceux qui avaient attendu des changements de l'arrivée des FM au gouvernement. Mais il y a une grande différence entre la colère et la détermination à se débarrasser de dirigeants jugés incapables et l'adhésion consciente et active à un projet de transformation révolutionnaire de la société. (...)

Le niveau de conscience atteint après 30 mois de «dynamique révolutionnaire» n'est pas de la responsabilité des dirigeants de Tamarod, ni de celle d'aucun des petits groupes révolutionnaires qui agissent dans ce gigantesque processus. Mais il est de la responsabilité des dirigeants de Tamarod et d'autres organisations de la gauche égyptienne d'avoir endossé cette demande d'aide et d'avoir accepté l'offre du CSFA. (...)

La dynamique est révolutionnaire, mais qu'en est-il des foules?

(…) Dans une déclaration publiée le 5 juillet, les Socialistes Révolutionnaires égyptiens affirment: *«Si Al-Sissi n'était pas intervenu pour déloger Morsi, la révolution ne se serait pas arrêtée au renversement de Morsi et des FM, mais aurait été en mesure – et elle le reste – de se transformer en une révolution sociale d'ensemble qui aurait évincé l'Etat capitaliste, y compris les dirigeants de l'establishment militaire.»*

(…) Illusions persistantes dans les bienfaits d'un processus électoral, illusions entretenues sur le caractère révolutionnaire de personnalités politiques bourgeoises (par exemple ElBaradei), illusions sur le rôle réel d'institutions comme l'armée, la police et la justice qui sont directement issues de l'époque Moubarak…Comment une «révolution sociale d'ensemble qui aurait évincé l'Etat capitaliste» aurait-elle pu surgir de cette foule entièrement préoccupée du seul objectif d'en finir avec Morsi, fût-ce au prix de l'intervention de l'armée ?

Si les forces révolutionnaires égyptiennes sont faibles, c'est aussi parce que le processus révolutionnaire est encore dans une phase primitive de la révolution. C'est ce qu'expliquait Tamer Wageeh, militant révolutionnaire égyptien, au lendemain du 30 juin: *«Le soulèvement a été alimenté par deux forces contradictoires: la colère croissante de la classe des travailleurs et la participation croissante de l'élite à la confrontation (avec les FM). (..) Mais pour comprendre pourquoi la plupart de ces personnes n'ont aucun problème avec le retour de la junte militaire au pouvoir, il faut tenir compte de l'absence de toute opposition crédible à la domination de Morsi. Bien sûr, les masses sont engagées dans une lutte de classe, mais elles n'ont pas d'outils pour être organisationnellement et politiquement indépendantes de l'opposition bourgeoise. Les masses retournent en arrière, malgré tout ce que le passé a de honteux, parce qu'il n'y a aucune représentation politique de l'avenir.»*

(…) Si la présence d'ouvriers, d'employés, de chômeurs était massive, ils/elles étaient là seulement comme des individus. En tant que classe, potentiellement consciente de sa force révolutionnaire, la classe ouvrière était absente. (...)

Je crains que le moment qui verra le prolétariat et les paysans pauvres égyptiens engager l'épreuve de force décisive avec l'Etat capitaliste soit plus éloigné que ce qu'imaginent des supporteurs enthousiastes de la révolution, qui attendent peut-être d'autant plus des masses égyptiennes que les classes ouvrières et la jeunesse en Europe ne sont nulle part engagées dans autre chose que dans des luttes défensives face aux attaques de la bourgeoisie.

(…) L'apparition de syndicats indépendants est certes un indice très positif du changement en cours. Mais là encore il ne faut pas se tromper sur la réalité. Mais contrairement à ce qu'on peut lire ici et là, les nouveaux syndicats indépendants égyptiens ne sont pas des syndicats révolutionnaires. (...)

Il ne suffit pas qu'existe un potentiel révolutionnaire et aucune dynamique révolutionnaire magique ne conduit automatiquement à la rupture avec l'ordre capitaliste. La révolution est une lutte d'émancipation qui ne peut être, suivant l'expression de Marx, *«que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*. (…) Il n'existe pas de formule miracle, mais l'histoire des luttes d'émancipation nous donnent quelques indications. Seule une auto-organisation où s'articulent démocratie directe et coopération peut permettre de développer la vision globale d'une société (…) La bourgeoisie ne cédera rien sans que ceci lui soit imposé. La révolution égyptienne (pas plus qu'aucune autre) ne progressera pas si n'apparaissent pas des structures de luttes incarnant le pouvoir révolutionnaire, à commencer par des conseils sur les lieux de travail, là où s'incarne et s'exprime le despotisme du capital. (...)

C'est évidemment une tâche immense, pour laquelle il n'existe aucun mode d'emploi, seulement quelques repères. Il n'y a pas de modèle puisque jusqu'à ce jour aucune révolution n'a atteint l'objectif de l'émancipation. (...)

Les Mau-Mau tirés de l'oubli mais qui s'en soucie ?

Kenya, paradis pour touristes fortunés (943 000 en 2003), amateurs de safaris, ce pays de plus de 35 millions d'habitants, qu'ils ignorent pour ne visiter que les paysages à couper le souffle ou les réserves d'animaux sauvages. Dedan Kimathi, le nom du dernier Chef des Mau-Mau, capturé et pendu ne leur dit rien. Bien évidemment, les médias ont à peine parlé de ces cinq anciens rescapés qui, dès 2002, ont lancé une procédure judiciaire contre les britanniques colonisateurs et viennent d'obtenir l'accès et la publication des archives britanniques relatant les massacres, la torture dont furent l'objet leurs frères anticolonialistes.

Retour en arrière pour comprendre.

1880. Première installation des Anglais sur une frange de ce pays au moyen de la British Cie de l'Est africain. La colonisation est en marche. 1894, le sultanat d'Oman concède les territoires qu'il occupait sur les côtes africaines. 1920, le Kenya est une colonie britannique qui exploite les 250 tribus et les 11 groupes ethniques qui composent ce vaste territoire dont ils accaparent les meilleures terres et font prospérer la misère et les inégalités dans les vastes propriétés de monocultures de thé, de café, de noix de cajou… Le travail forcé est imposé aux populations.

1953. L'exaspération est à son comble, un poste de police est «attaqué» à Naivasha, la répression et la violence sont terribles : 13 000 morts dont 32 civils européens, les forces dites loyalistes, les «harkis» des Britanniques sont la cible des Kenyans révoltés, plus de 500 morts auxquels il faut ajouter 63 officiers blancs.

1956. Les Kinkuyus, l'une des ethnies de ce pays, s'organisent clandestinement et créent les Mau-Mau dont l'objectif est de se débarrasser des colons britanniques. Pour les dominants étrangers, ce n'est qu'une secte de sauvages à exterminer. La répression est barbare : tous les Kenyans qui ne les combattent pas avec les troupes d'occupation britanniques sont suspects : des villages sont rasés, des dizaines de milliers de personnes sont déplacées, entassées dans des camps, torturées, violées, empoisonnées avec de l'eau mélangée à du kérosène. Combien de morts ? On ne sait : 80 000, 300 000… On ne dénombre pas les «sauvages», on dirait aujourd'hui les terroristes. Huit ans durant, révoltes et répressions vont se succéder pour mater les Mau-Mau jusqu'à la pendaison de leur dernier chef. Mais qui s'en soucie ? Même pas Obama dont le grand père a eu les testicules écrasés à coups de barres de fer et les ongles percés par des épingles pour le faire parler. Il est passé dans l'autre camp !

1961. La rébellion matée, le colonisateur face à la montée des luttes anticoloniales dans le Tiers Monde consent, après avoir fabriqué une élite locale à sa dévotion, à reconnaître «l'autonomie» de sa colonie dans le cadre du Commonwealth néocolonial.

2002. Après onze ans de procédures et de luttes contre la volonté des gouvernements britanniques d'étouffer, de détourner cet éclairage sur leur douloureuse histoire, les cinq Mau-Mau assistés de leurs avocats ont gagné. La crainte des autorités anglaises, c'est qu'il vienne à l'idée de quelques despérados du droit au Yémen, au Swaziland ou en Guyane ex-britannique, de suivre ce même chemin pour accéder à la vérité.

Cet exemplaire histoire n'est pas prête d'être inscrite dans les livres d'histoire, tout comme est ignorée la complicité génocidaire au Rwanda du gouvernement français (Mitterrand-Balladur) ainsi que celle des massacres au Cameroun[1], à Madagascar, voire en Algérie…

A l'heure du retour la barbarie (Syrie, Egypte), il y a lieu de s'interroger sur la mémoire des peuples face à la couardise des médias et ce, malgré (ou à cause de) internet et le courage d'autres despérados (le soldat Bradley Manning condamné à 35 ans de prison ou Edward Snowden «exilé» au pays de Poutine (!).

Gérard Deneux, le 26.08.2013

1) Lire l'excellent livre de Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, intitulé «Kamerun. La guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)». éditions la découverte.

Hommage à Tiennot. Pour que surgissent des militants de son envergure

Tiennot Grumbach fut de tous les combats malgré l'adversité d'une époque où les rêves se fracassent sur la réalité. Il a changé sans jamais se renier, osé se tromper afin de poursuivre le même combat pour la justice sociale et toujours aux côtés des exploités et des opprimés.

A 74 ans, il vient de s'éteindre douloureusement. Il était né en 1939, à Paris, et déjà dans la clandestinité pendant toute la guerre, pour échapper avec son frère aux rafles antisémites. Sorti de sa cache à Font-Romeu, ce jeune juif, neveu de Pierre Mendés France, s'affirme antifasciste et anticolonialiste. Les révélations sur la torture en Algérie le font adhérer au PSU. 1961, fin de la guerre d'Algérie, il embarque pour ce pays : «*Je croyais à la révolution, à l'avènement d'un grand Etat démocratique, socialiste et populaire*». Il y reste 3 ans. Puis, ce «*pied rouge*» reprend ses études, adhère à l'UEC, s'oppose à la ligne de compromission avec les socialistes Guy Mollet, Mitterrand et consorts. En 1966, il fonde avec Robert Linhart[1] l'UJCML (étudiants maoïstes, althussériens à l'origine). A l'époque *«le fond de l'air est rouge»*, les luttes ouvrières insubordonnées[2] semblent faire écho aux luttes de libération nationale (Vietnam, Palestine…).

Après 1968, maoïste libertaire, il fonde le journal «*Ce que nous voulons ? Tout*» pour les classes populaires. Il s'établit comme ouvrier à Citroën pendant 3 ans, de 1969 à 1971. Mais l'heure est au repli de la vague de contestation, à la crise des 30 Glorieuses, à la répression des «gauchistes»[3]. En 1972, il ouvre son cabinet d'avocats pénalistes dans une banlieue populaire à Mantes-la-Jolie «*pour pouvoir être utile à mes potes d'extrême gauche en tôle*», y compris les soldats perdus d'une révolution introuvable comme Pierre Goldman. Puis, il se spécialise dans le droit du travail, défend les sans grade, licenciés, broyés, forme des jeunes avocats pour «*les droits et libertés des travailleurs*». Au-delà des petites victoires qu'il a accumulées en faveur de ces dominés, son plus grand succès après des années de procédure est la reconnaissance des licenciements abusifs dont ont été victimes les mineurs révoqués lors des grandes grèves de 1948 à 1952.

Je l'avais côtoyé rue d'Ulm ou encore, il n'y a pas si longtemps, à Sochaux, mais je le connaissais surtout par son ami, et mon ami, Patrick Batten, avocat du droit du travail à Lyon. Il avait un parcours similaire bien que plus jeune, lui aussi est disparu trop tôt.

En ces temps de crise et de reculs, de consternations, de montée de l'extrême droite, de léthargie d'une classe ouvrière émiettée, d'indignations qui ne sont pas encore à la hauteur des enjeux, il est temps que surgissent des militants de son envergure afin que les faux amis du peuple retournent dans les ornières de la défunte SFIO[4].

Gérard Deneux, le 23.10.2013

1) Lire «L'établi» de Robert Linhart – éditions de minuit.

2) «L'insubordination ouvrière dans les années 68» Xavier Vigna – Presses universitaires de Rennes

3) «Génération» tome 2 «Les années de poudre» Hervé Hamon et Patrick Rotman – Seuil.

4) Lire à ce sujet «*De l'abandon au mépris. Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière*» de Bertrand Rothé avec une préface de Gérard Mordillat - Seuil.

Cogestion and Co.

Deux syndicalistes adhèrent à une association patronale[1].

L'association patronale ***Entreprise et Progrès***, fondée en 1970, qui réunit aujourd'hui 100 chefs d'entreprises (Accor, KPMG, L'Oréal, Total, Vinci …) compte depuis peu dans son comité exécutif deux syndicalistes : Marcel Grignard, Secrétaire National de la CFDT et Joseph Crespo, mandaté au Bureau Confédéral de la CFTC et Président de sa fédération de la métallurgie. Présidé depuis 2011 par Denis Terrien (Directeur Général du groupe 3 Suisses), ce mouvement (…) entend ainsi illustrer son mot d'ordre de *«l'audace équitable»* en partant du principe que *«le progrès social est une condition du progrès économique»* (sic).

Se définissant comme *«la mouche du coche»* et le *«poil à gratter»* du patronat, ***Entreprise et Progrès*** jouerait depuis sa création une petite musique progressiste et humaniste dans le monde des entreprises. Une sorte de patronat autonome et pragmatique. En Mai 68, elle aurait salué les Accords de Grenelle, notamment la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise. Et aurait été par la suite l'avocate ou le précurseur des horaires souples, du salaire annuel garanti, de l'expression directe des salariés, de la concertation avec l'encadrement, de l'enrichissement des tâches et de l'actionnariat salarié… Avec la devise de son association *«l'homme au cœur de la vie de l'entreprise, l'entreprise au cœur de la cité»*, le président Terrien estime qu'il est aujourd'hui possible d' *«identifier des inégalités sociales qui freinent le progrès économique»* (Re sic). On en rirait bien, mais jaune.

A la veille de la nouvelle attaque sur les retraites, le mouvement ouvrier aurait-il placé une étonnante 5ème colonne prolétarienne pour investir les locaux patronaux, semer la zizanie entrepreneuriale et divulguer à cor et à cri les dossiers occultés aux salariés-es ? Le doute est permis, CFDT et CFTC - l'une aux origines de l'autre – n'en rate pas une pour se retrouver une fois de plus à la droite des patrons. De plus, il aurait ainsi fallu 40 années de chômage et de précarité pour que ces derniers s'inquiètent aujourd'hui des inégalités sociales, craignons le pire… L'esprit progressiste des entreprises du CAC 40 doit briller plutôt pâle comparé aux politiques managériales qui servent d'abord et avant tout les profits et la rentabilité.

Pour une rentrée combative, c'est du rouge de la révolte qu'ont besoin les travailleurs-euses et non du jaune de la collaboration de classe !

La CGT recrute un directeur de la communication par petite annonce[2].

Aux heures toujours plus difficiles pour le prolétariat d'arracher un peu des richesses produites, la question de l'Autogestion[3] refait surface chez nombre de militants-es – syndicalistes ou pas, chercheurs-es… En effet, quoi de plus (re)novateurs et légitimes que de vouloir défendre, voire tenter de gérer pour le futur, les questions sociétales et les moyens de productions par soi-même, collectivement et horizontalement. Mais l'autogestion ne semble pas être une orientation pour l'action syndicale à la direction de la CGT puisque selon la publication des petites annonces dans l'Humanité du 30/7/2013 : *«La CGT recherche un(e) directeur(trice) de la communication»*. Le profil du poste – créé – fait l'objet d'un appel à candidatures en interne : *«Sous l'autorité politique du membre du bureau confédéral chargé de la communication et de l'information de la CGT* [en l'occurrence Agnès Naton, directrice de la Nouvelle vie ouvrière], *vous aurez pour mission de participer à la définition de la stratégie de communication globale de la Confédération et de piloter sa mise en œuvre, afin de promouvoir l'image de la CGT»*. Les compétences requises sont similaires à celle d'une entreprise pour un poste équivalent : *«Poste accessible avec un diplôme d'école spécialisée en communication et en relations publiques (CELSA, Ircom, EFAP, ISCOM, ISERP...), de formation supérieure de type IEP ou écoles de commerce avec une spécialisation en communication ou d'un diplôme universitaire bac+5 et plus (master professionnel, master spécialisé...) en communication ou dans les relations publiques»*. Tiens, la CGT recrute…

Pour Mohamed Oussedik, qui a assuré fin juillet la permanence du BC, il s'agit de *«mettre un peu de cohérence, un peu d'ordre»* dans la communication en dotant la confédération d'un-e directeur-trice. Le/la responsable pilotera l'ensemble du département communication, composé de trois pôles: les relations avec la presse, le numérique et la presse confédérale. *«On cherche un vrai professionnel de la communication pour piloter le département»*, précise Mohamed Oussedik. *«Après, il y a un pilotage politique qu'on assure au niveau du bureau confédéral»*. L'annonce insiste en conclusion sur le fait que le poste *«s'adresse à des profils confirmés justifiant d'expérience significative en communication interne et externe ainsi qu'en management»*.

En management ??? Syndicaliste professionnel-le ??? Contre l'incohérence et le désordre ! Voilà une confédération qui paraît rechigner à former ses adhérents-es à un mandat confédéral technique. Un mandat pourtant nécessairement politique, un miroir pour un marketing en somme; à usage interne & externe. Si la CGT n'est plus depuis fort longtemps la confédération animée par les principes des Pelloutier, Pouget ou autre Monatte, elle s'en éloigne aujourd'hui davantage en laissant au placard *«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*.

Reste aux syndicats et à la base à avoir à cœur de se confronter à ce nouveau «mandat» qui les implique aussi.

1)social.blog.lemonde.fr/2013/07/09/entreprise-et-progres-ouvre-la-porte-de-son-comite-executif-a-des-syndicalistes/

2)social.blog.lemonde.fr/2013/07/30/la-cgt-recrute-un-directeur-de-la-communication-par-petite-annonce/

3) Lire le numéro précédent d'ACC (n°246 – août 2013) où un article sur l'autogestion a été publié. Ce numéro sera fourni gratuitement à tout nouvel abonné.

J.C.

Retraites. Nous avons détesté le cru 2010, nous allons détester le cru 2013 !

Après l'avoir miré, humé et lampé, voici notre appréciation du cru 2013 : sans limpidité, sans brillance, arôme désagréable voire médiocre, saveur acide ! Comparé au cru 2010 *«Sarkozy/Fillon»*, y'a que l'étiquette qui change : *«Hollande/Ayrault»* !

Nous ne fumes pas dupes en 2012 quand Hollande dans «*Mes engagements pour la France*» affirmait «*Je veux négocier une nouvelle réforme des retraites. Je ferai en sorte que tous ceux qui ont 60 ans et qui auront cotisé la totalité de leurs annuités retrouvent le droit de partir à la retraite à taux plein à cet âge-là…*». Il n'était nullement question de revenir à 37.5 annuités. C'était la poursuite des régressions engagées depuis 20 ans, et plus particulièrement celles de 1993, 2003, 2007 et 2010. Au prétexte d'une *«mesure juste face à cette chance formidable qu'est l'allongement de l'espérance de vie»*, que va-t-il se passer si nous ne réussissons pas à nous mobiliser contre ce nouveau recul ? A la vielle de la journée d'action du 10 septembre, sans vouloir être pessimiste, personne n'est dupe sur la mobilisation qui ne sera sans doute pas à la hauteur de 2010. A cette époque, le PS manifestait avec les salariés, les ouvriers, les fonctionnaires !

«Défendons nos retraites» appelle le Collectif retraites 2013. Est-ce suffisant ?

On le sait pour les voir se réaliser au quotidien maintenant, les processus de privatisation des services publics et de régressions sociales se mettent en œuvre sur des périodes très longues, souvent à petits pas, pour éviter des rejets par le mouvement social. Défendre nos retraites ne suffira pas à renverser l'idéologie qui décide de ces politiques régressives, nous y reviendrons.

Le petit rappel qui suit (trop rapide) brosse à grands traits 20 ans de reculs en matière de retraites (sans pouvoir évoquer les retraites complémentaires, les régimes spéciaux…). Il s'attache à alerter tous ceux qui, nés dans les années 73 et après, vont subir la «réforme» qui s'annonce et celles qui suivront, si aucun mouvement idéologique anticapitaliste d'ampleur ne se construit.

Si les ouvriers, salariés, travailleurs des années 1950 aux années 80, ne s'inquiétaient pas de leur retraite, c'est qu'ils étaient assurés que les réformes des régimes de retraite (depuis 1945, date de création du régime de la sécurité sociale) allaient dans le sens d'une progression des droits des salariés avec l'élargissement de la protection vieillesse à toutes les catégories de la population et avec l'augmentation des prestations et l'abaissement de l'âge légal de départ. La période des Trente Glorieuses, dite «heureuse» du fait de ses gains de productivité, de l'augmentation de la population active sous l'effet du baby-boom et de l'immigration, ne laissait pas apparaître les impasses de ce système basé sur la croissance infinie. Mais, avec les crises économiques des années 70, l'augmentation du chômage, se sont annoncées, surtout à partir des années 1990, des contre-réformes régulières au prétexte de vouloir réduire les déficits des caisses de retraite ou de la Sécurité Sociale.

A peine la décision prise par la gauche au pouvoir, en mars 1982, de fixer l'âge légal de la retraite à 60 ans, que multiples rapports alarmants sur l'équilibre des comptes de la Sécurité Sociale et des caisses de retraite se sont succédé. La loi Balladur du **22 juillet 1993** décide, pour le secteur privé, d'allonger la durée de cotisation de 37.5 ans à 40 ans, de calculer progressivement la retraite sur le salaire moyen des 25 meilleures années et non plus des10 meilleures, de revaloriser la retraite annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation et non plus selon l'évolution générale des salaires. Puis, **en 1995**, Juppé prévoit de réformer les régimes de retraite des fonctionnaires et les régimes spéciaux des salariés des entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF-GDF…) en lui appliquant les règles de calcul du secteur privé ; mal lui en prit, le mouvement social d'ampleur le fit reculer et retirer son projet. Mais en 1999 et 2000, les rapports Charpin, Teulade, Taddei remettent sur le tapis «l'avenir des systèmes de retraite». C'est **Fillon en 2003** qui présente le plan de réforme, déclenchant la protestation des syndicats et des mobilisations importantes. Après la lâche signature de l'accord par la CFDT et la CGC en mi-mai, la loi du 21 août 2003 aligne progressivement le régime des fonctionnaires sur le régime général pour la durée de cotisation, introduit un système de décote et de surcote, crée des dispositifs d'épargne retraite par capitalisation (le plan d'épargne retraite populaire PERP), ouvrant ainsi un marché juteux aux assurances privées et autres fonds de pension. En 2007, le COR (Conseil d'orientation des retraites) annonce que la réforme de 2003 n'a pas apporté les fruits escomptés : **en 2008**, l'allongement des cotisations est entériné à 41 annuités à partir de 2012. Cela ne suffit encore pas à redresser les comptes, **Sarkozy/Fillon/Woerth en novembre 2010** décident de nouveaux reculs en matière d'âge légal de départ, d'âge de liquidation à taux plein, etc. Et, **le 21 décembre 2012,** la loi de financement de la sécurité sociale prévoit l'accélération de la réforme des retraites de 2010 : l'âge légal de départ à la retraite et l'âge d'obtention automatique de la retraite à taux plein passent respectivement à **62 et 67 ans dès 2017 au lieu de 2018.**

Le cru Hollande/Ayrault 2013

S'appuyant sur le rapport Moreau, la contre-réforme à venir est menée pour les mêmes raisons que les précédentes. Elle est censée «*rétablir durablement l'équilibre*» du régime des retraites par répartition après 2020, affirme Ayrault ! Comme toutes les autres ! Bien sûr, pas question pour les Socialos au pouvoir de remettre en cause la réforme Sarkozy/Fillon de 2010 ! L'allongement de la durée de cotisation annoncée sera «*la mesure la plus juste*» face à «*cette chance formidable qu'est l'allongement de l'espérance de la vie*».

Ce qu'Ayrault/Hollande ne nous disent pas, c'est que Barroso, le président de la Commission européenne, fin mai, a présenté des recommandations très détaillées au sujet de la réforme nécessaire et même si Hollande, en colère, riposta avec emphase : «*La commission n'a pas à dicter*» à la France ce qu'elle doit faire, il a jusqu'au 1er octobre pour communiquer à Bruxelles le détail des réformes engagées en échange du délai de deux ans, obtenu avant l'été, pour

ramener le déficit du budget en deçà du seuil de 3% du PIB en 2015. Bruxelles a martelé deux objectifs à tenir : assurer la stabilité des finances publiques et réduire le coût du travail pour éviter une nouvelle détérioration de la compétitivité des entreprises françaises et de leur capacité à créer des emplois. Le commissaire européen Olli Rehn estime que les autorités françaises doivent cesser d'alourdir les prélèvements qui ont atteint, selon lui, un «*seuil fatidique*»[1]. Or, le gouvernement français prévoit d'augmenter les cotisations patronales. Contre l'avis de la commission, les régimes spéciaux sont épargnés par la réforme, et le gouvernement n'a pas souhaité repousser l'âge légal du départ à la retraite, ni toucher à l'indexation des retraites sur l'inflation. Il n'envisage d'allonger la durée de cotisation qu'après 2020. A peine un tiers du déficit (soit 7 milliards sur 20 milliards) serait couvert par ce projet. Non mais ! Qui est-ce qui décide en France ? Gageons que cette manifestation de souveraineté va vite s'effriter ! D'ailleurs, Moscovici, invité à l'université d'été du Medef le 29 août,

rassurait Gattaz, le patron, fustigeant la réforme des retraites qui «*nous est insupportable*». Le ministre de l'économie affirma que «l*a hausse des cotisations patronales conséquentes à la réforme des retraites sera intégralement compensée par une baisse des cotisations famille dès 2014 et pour l'intégralité du mandat*»… «*La réforme des retraites ne pèsera pas sur le coût du travail*». Et comme si cela ne suffisait pas, il a précisé que «*57% de dépenses publiques, ça ne va pas. Il faut réduire le poids des dépenses publiques, il faut le faire, vite, il faut le faire fort*», ce qui lui valut les applaudissements … des patrons.

Alors, quelles sont les mesures de la contre-réforme Ayrault ?

1 - Les mesures contre les salariés.

La loi de 2010 a reculé l'âge légal d'ouverture des droits à 62 ans et l'âge du taux plein à 67 ans. Ayrault augmente **la durée de cotisation** nécessaire pour l'obtention de la retraite à taux plein d'un trimestre tous les trois ans entre 2020 et 2035. Elle passerait de 41 ans et trois trimestres pour les assurés nés en 1958 (qui atteindront 62 ans en 2020) à 43 ans pour ceux nés en 1973. Cette mesure s'appliquera aux salariés et aux fonctionnaires.

Sachant que la durée du travail est de l'ordre de 35 ans en moyenne, demander une durée de cotisations de 43 ans revient à décider que très peu de salariés pourront y accéder. Par ailleurs, les employeurs ne gardent pas les salariés les plus âgés dans les entreprises, cela se vérifie par l'explosion du nombre de ruptures conventionnelles qui concerne les salariés les plus âgés[2]. Dans le même temps, la productivité du travail a littéralement explosé. On produit beaucoup plus avec moins de travailleurs et dans un temps moindre. Affirmer que «*le vieillissement de la société impose d'en passer par l'augmentation de la durée de cotisation*» est donc un faux argument. Allonger la durée de cotisation rapportera seulement 2.7 milliards par an en 2030 et 5.6 milliards en 2040. Considérer qu'il est naturel de reculer l'âge de départ à la retraite parce que l'espérance de vie augmente est profondément inégalitaire : les ouvriers vivent non seulement moins longtemps que les cadres mais profitent aussi de moins d'années sans incapacité. Une étude parue dans «Retraite et société» en 2010 soulignait que «à *50 ans, l'espérance de vie des professions les plus qualifiées atteint 32 ans pour les hommes, soit près de 5 ans de plus que celle des ouvriers*». Pour les femmes, l'écart est de 2 ans «*avec une espérance de vie maximale pour les professions les plus qualifiées de 36 ans*». Autrement dit, ceux qui bénéficieront des retraites les plus longues seront toujours les classes sociales les plus favorisées. En France ces inégalités sont «*parmi les plus grandes en Europe*»[3]. Par ailleurs, une étude de l'INSEE de 2008 démontre que l'espérance de vie sans incapacité n'augmente pas. Dit autrement, et plus brutalement, en augmentant la durée des cotisations, on se rapproche de la «*retraite des morts*»[4]. Le COR, dans un rapport publié en janvier 2013, constate que le temps effectivement passé à la retraite qui augmente rapidement pour les générations nées jusqu'en 1950, ne progresserait que très modestement pour celles nées après 1955 : environ un an de plus à la retraite gagné en 20 ans. Pour les autres, nées entre 1950 et 1955, le temps passé à la retraite baisserait carrément d'un an «*car le relèvement des âges légaux de la retraite en 5 ans est plus rapide que la progression de l'espérance de vie à 60 ans*»[5].

La cotisation d'assurance vieillesse due par les actifs et par les entreprises **augmentera** de 0.15 point en 2014, puis de 0.05 point chacune des trois années suivantes. En 2017, elle aura atteint 0.3 point et représentera un effort d'environ 4.50€ par mois (rien pour les patrons puisque ce sera compensé par des réductions sur les cotisations famille, elles-mêmes supportées, au bout du compte par les impôts des contribuables).

2 - Les mesures contre les retraités

Fiscalité des retraités

Sarkozy avait déjà pris des mesures fiscales pénalisantes : suppression progressive de la ½ part pour les veufs, veuves, ayant eu des enfants et blocage du barème de calcul de l'impôt sur le revenu. Avec Hollande, des retraités paieront plus d'impôt sur le revenu : ceux qui ont élevé 3 enfants ou plus touchent un supplément de pension de 10%... qui sera imposable dès l'année prochaine. Ces retraités paieront un total de 1.2 milliard en 2014 et 1.7 en 2040. Les retraités arrivant juste à la limite permettant de ne pas payer d'impôt sur le revenu vont subir des conséquences sur leurs impôts locaux, la suppression de l'exonération de la redevance télé, la perte de certains avantages sociaux.

Revalorisation des pensions. Depuis la désindexation des pensions sur les salaires, les retraités ont la garantie d'une revalorisation des pensions d'un montant égal à celui de l'inflation. Sarkozy a repoussé la revalorisation des pensions de 3 mois, en la passant du 1er janvier au 1er avril. Hollande fait «mieux» et la repousse de 6 mois, au 1er octobre. Cette mesure fera «gagner» 100 millions pendant chacun des 6 mois (soit 600 millions en 2014) !

3 - Les mesures en trompe-l'œil

La reconnaissance de la pénibilité.

Un compte personnel de pénibilité sera créé en 2015 pour tout salarié du secteur privé exposé à des conditions de travail réduisant son espérance de vie. Il permettra de cumuler des points : chaque trimestre d'exposition donnera droit à un point ou à deux points selon les cas, qui seront utilisés pour suivre des formations pour une orientation vers un autre métier, ou financer un maintien de rémunération à temps partiel ou pour

bénéficier de trimestres de retraite (10 points donnant droit à un trimestre). La CGT conteste les modalités de cette mesure qui oppose formation professionnelle et mesures de réparation puisque les salariés auraient à choisir entre formation, temps partiel ou départ anticipé. Reconnaître la pénibilité c'est d'abord apporter la réparation. Concrètement, dans l'hypothèse d'une carrière complète avec au moins une pénibilité, le départ anticipé interviendrait à … 60 ans ! Enfin, la situation des salariés âgés, pour qui le compte pénibilité ne pourra être opérationnel, n'est pas prise en compte.

Les annonces en faveur des femmes

A compter du 1er janvier 2014, autant de trimestres que de périodes de 90 jours de congé maternité (au lieu de 60 jours) pourraient être validés. Pour les assurés exerçant à temps très partiel (essentiellement les femmes) un trimestre serait validé pour l'équivalent de 150 heures rémunérées au SMIC (au lieu de 200 heures). Ces mesures pour les femmes ne compensent pas les écarts existant entre la moyenne des annuités réalisées par les hommes (39 en 2012) et par les femmes (36.25). Pour échapper à la décote, 33% des femmes partant en retraite avaient au moins 65 ans, en 2012, contre 20% des hommes.

Et celles en faveur des jeunes

Cette réforme est particulièrement **néfaste pour les jeunes**. Pour les assurés nés après 1973, la durée requise restera de 43 ans (172 trimestres). Fillon avait mis en place un principe du partage des gains d'espérance de vie, 2/3 pour le travail et 1/3 pour la retraite. En passant à 43 ans de cotisations pour la génération 1973, Hollande crée les conditions pour que le nombre de salariés accédant au taux plein se réduise comme peau de chagrin. Rappelons que la durée moyenne validée aujourd'hui est de 151 trimestres (145 pour les femmes et 156 pour les hommes).

Quelques autres mesures bien timides : les apprentis et jeunes en alternance pourraient valider tous leurs trimestres d'apprentissage. Un tarif préférentiel de rachat jusqu'à 12 trimestres d'assurance au titre des années d'études supérieures pour les jeunes entrant dans la vie active qui sont plutôt dissuasives, tant les conditions d'accès sont chères.

Pour les «carrières heurtées», comme les périodes de chômage indemnisé, les périodes de formation professionnelle seraient assimilées à des périodes d'assurance, un trimestre serait validé pour chaque période de 50 jours de stage.

Qui va payer ?(6)

Ce sont les salariés et les retraités qui supporteront la quasi-totalité du poids de la réforme. Les entreprises, elles, seront quasiment exonérées.

Concrètement, d'ici à 2040, les salariés (les plus jeunes) vont payer **5.6 milliards €** via l'allongement à 43 annuités (de 2020 à 2035). Rappelons qu'en 2003, à l'époque de la réforme Fillon, les militants socialistes avaient estimé que la justice sociale exigeait que la durée d'activité n'aille pas au-delà de 40 ans d'activité et qu'en 2010, ils défilaient avec les salariés en manifestant leur désaccord contre la réforme Sarkozy-Fillon-Woerth pour les mêmes raisons !

Les salariés vont apporter **3.2 milliards** sous la forme de la hausse de 0.3 point des cotisations retraite, échelonnées de 2014 à 2017 et les entreprises vont apporter **3.2 milliards** (auxquels s'ajoute 0.8 pour la pénibilité), aussitôt annulés par une mesure de baisse des cotisations famille promise par Ayrault. Il s'agit de prolonger le «choc de compétitivité» engagé en 2012, avec 20 milliards d'euros de crédit d'impôt offerts aux entreprises, sans la moindre contrepartie. Ces 3.2 milliards et plus seront donc compensés dans le cadre de la réforme du financement de la protection sociale à venir, soit via la CSG soit l'impôt.

Les retraités paieront **3.7 milliards** (revalorisation retardée des pensions, fiscalisation des bonus de pension…)

Cette contre-réforme fait, encore une fois, la part belle au capital et bien peu de cas au travail, une réforme antisociale qui va accentuer encore les inégalités, mais rien d'étonnant à cela de la part d'un gouvernement «socialiste» qui accumule les renoncements et volte-face : signature du pacte budgétaire, non réforme fiscale, non-réforme bancaire, sabotage encours de la timide taxe européenne sur les transactions financières, qui fait siens les préceptes néolibéraux. Cette contre-réforme, il doit la mener «à petits pas» par souci de ne pas s'aliéner complètement les fonctionnaires ou ceux qui voteraient encore (!) PS dans les classes moyennes. Sans doute est-ce la raison de son recul sur l'augmentation de la CSG (pour le moment) pour financer les retraites. Il est par contre totalement pris au piège par les exigences de la Commission Européenne et à ses promesses d'assurer «*la crédibilité internationale de la France»* et nous aurons encore à subir des reculs sociaux dans les mois à venir si nous ne réussissons pas à nous opposer et à proposer une «réforme» des retraites et plus globalement un vrai projet social.

Quelles conditions seraient nécessaires pour une réforme sociale des retraites ?

La question des retraites n'est pas un problème de financement en soi. Elle relève du choix d'affectation des richesses produites par le peuple. Des richesses, il y en a : la richesse nationale produite par le travail double tous les 40 ans mais la fraude fiscale coûte 60 à 80 milliards, la seule rémunération des actionnaires représente 100 milliards par an, les intérêts de la dette publique auprès des marchés financiers constituent le 3ème poste de dépenses du budget (plus de 46 milliards). Les exonérations de cotisations patronales représentent plusieurs dizaines de milliards… Le déficit actuel ne doit rien au vieillissement de la population, le COR lui-même affirmait dans son rapport que l'aggravation des déficits des caisses de retraite provenait de la récession et non pas de l'évolution démographique. C'est donc bien les choix politiques favorisant le capital au détriment du travail qui sont en cause. En 2002, le sommet de Barcelone, en présence de Chirac et Jospin, adoptait le plan européen du patronat contre les retraites : 45 années de cotisations, recul de 5 ans de l'âge légal de départ, pensions réduites, développement de la capitalisation. Le rapport Moreau, présenté à Hollande, va dans ce sens, comme tous les rapports précédents pour aboutir à l'objectif ultime : abandonner la retraite par répartition et privilégier seulement la capitalisation.

La question des retraites, comme celle de l'emploi ou des salaires, n'est pas une question technique, elle est une question fondamentale de lutte entre la classe dominante et le monde du travail sur les choix économiques essentiels et sur le partage de plus en plus inégalitaire des richesses créées par le travail. Depuis 3 décennies, les gouvernements successifs entérinent la baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée des entreprises et tous les acquis sociaux doivent être réduits au nom de la compétitivité et de la rentabilité. Il n'y aurait pas d'autre alternative. Si ! : «*l'élargissement de l'assiette des cotisations à l'autre fraction de la valeur ajoutée permettrait*

d'y inclure les dividendes, de toute manière versés aux actionnaires qu'ils cotisent ou non. En modifiant ainsi la répartition primaire des revenus (voie différente d'une fiscalisation), d'une part les écarts de contributions entre les entreprises employant beaucoup de main-d'œuvre et les entreprises très capitalistiques seraient atténués, d'autre part, le lamento patronal sur le «coût du travail» serait sans objet puisqu'on réduirait le coût du capital imposé à la société»[7].

De nombreuses propositions alternatives ont déjà été formulées pour engager des réformes structurelles, économiques et politiques : étendre la part du secteur non marchand, de la gratuité, définir les besoins fondamentaux et les faire financer par la collectivité, créer une alternative au marché du travail par la généralisation du salaire à vie, créer une alternative à la propriété lucrative et au crédit par la généralisation de la cotisation pour financer l'investissement et de la copropriété d'usage de tous les outils de travail[8] . Il ne faut plus attendre car le capital est en train de trouver un autre marché lucratif diminuant encore les emplois et les services, via la robotisation et toutes ses déclinaisons pour accélérer la productivité. L'annulation de la dette publique est un autre ressort à activer qui permettrait de rééquilibrer les budgets publics pour rétablir les retraites, les emplois publics ou l'investissement écologique. Ont déjà été évoqués aussi : gel des hauts salaires, fermeture de la Bourse, nationalisation des banques, remise en cause du libre-échange, contrôle des capitaux…. «*Définir quelques grandes priorités, reconstruire le combat autour d'elles, cesser de tout compliquer pour mieux prouver sa propre virtuosité, c'est jouer le rôle de l'horloger. Car «une révolution Wikipédia dans laquelle chacun ajoute du contenu» ne réparera pas la montre. Ces dernières années, des actions localisées, éclatées, fébriles, ont enfanté une contestation amoureuse d'elle-même, une galaxie d'impatiences et d'impuissance, une succession de découragements. La définition de quelques priorités mettant directement en cause le pouvoir du capital permettrait d'armer les bons sentiments, de s'attaquer au système central, de repérer les forces politiques qui y sont elles aussi disposées»… «La partie n'est pas perdue, l'utopie libérale a brûlé sa part de rêve, d'absolu, d'idéal, sans laquelle les projets de société se fanent puis périssent. Elle ne produit plus que des privilèges, des existences froides et mortes. Un retournement interviendra donc. Chacun peut le faire advenir un peu plus tôt»*[9].

Odile M, le 9 septembre 2013

(1) Le monde du 6.09.2013.

(2) CGT «Campagne retraite».

(3) Médiapart.fr du 4.07.2013.

(4) Déclaration de Jean-Claude Mailly – FO – médiapart.fr.

(5) Médiapart 4.07.013.

(6) UNIRS – Union nationale interprofessionnelle des retraités SOLIDAIRES.

(7) Jean-Marie Harribey – membre d'ATTAC, de la fondation Copernic et des Economistes atterrés dans Politis du 5 septembre 2013.

(8) Bernard Friot «*Le salariat, c'est la classe révolutionnaire en train de se construire*» *L'humanité* du 14 août 2013.

(9) Serge Halimi «*Afin que l'audace change de camp. Stratégie pour une reconquête*» *le Monde Diplomatique* – septembre 2013.

Campagne BDS (Boycott – Désinvestissement – Sanctions) :

Les procès continuent !

Depuis les bombardements massifs de l'armée israélienne sur Gaza pendant l'hiver 2008-2009, des actions d'appel aux boycott de produits exportés par Israël se sont multipliés dans les centres commerciaux de plusieurs régions de France : distributions de tracts informant les consommateurs et les invitant à ne pas acheter tel ou tel produit; action citoyenne, bien sûr non violente, et souvent appréciée du public. Ceci suivi souvent d'un contrôle d'identité des manifestants par les forces de l'ordre et d'articles dans la presse le lendemain, popularisant l'action.

La démarche n'a pas été perçue comme répréhensible, sauf dans des magasins Carrefour où des plaintes ont été déposées, suivies de longs interrogatoires menées par les forces de police et d'une convocation des militant-e-s devant le tribunal correctionnel pour rien moins qu' *«incitation à la haine et à la violence raciale»*. Le scénario s'est répété à Bordeaux, Paris, Pontoise, Bobigny, Mulhouse, Perpignan, Alençon,...

A Mulhouse (Haut-Rhin), ce sont 12 militant-e-s qui sont poursuivis et finalement relaxés par le tribunal correctionnel qui a considéré qu'ils ont exercé normalement leur droit d'expression sur des problèmes politiques. Mais c'était sans compter sur le procureur qui a aussitôt fait appel de ce jugement de relaxe. C'est systématique, sur ordre du garde des sceaux, en quelque sorte. En effet, la célèbre Michèle Alliot-Marie avait, dans une circulaire, demandé aux procureurs de poursuivre et de faire appel partout dans ces affaires; son successeur, Mercier, quoique plus discret, en avait ajouté une couche. Comme le changement ce n'est pas pour maintenant, Christiane Taubira maintient pour l'instant ces instructions en restant silencieuse face aux interpellations de Jean-Claude Lefort, le Président d'honneur de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité). On a donc appris récemment sans surprise qu'à Perpignan le processus s'est déroulé comme dans le Haut-Rhin : le procureur a fait appel de la relaxe prononcée en première instance.

Comme le souligne l'AFPS du Haut-Rhin, *«on continue de poursuivre des militants pour avoir exprimé une opinion et avoir mené une action d'ordre politique. On veut faire taire la solidarité avec la Palestine. On veut faire taire la dénonciation des crimes de l'Etat Israélien. On veut museler la liberté d'opinion et d'action en France»*.

Le caractère stratégique de l'audience en appel des 12 camarades de Mulhouse qui se tiendra à Colmar le 16 octobre est évident. Nous devons tous nous mobiliser pour obtenir lors de cet appel la relaxe de nos camarades. Pour eux, mais également pour tous les inculpés en France !

Tous au meeting de solidarité :

Mardi 15 octobre, à partir de 19h, Foyer Saint Martin, avenue Foch à Colmar, avec la participation de Michel Warschawski et d'autres personnalités sollicitées.

Tous à la manifestation de solidarité durant l'audience :

Mercredi 16 octobre à partir de 8h devant la Cour d'Appel de Colmar.

Trois personnalités ont accepté de venir témoigner :

Michel Warschawski, fils du Grand Rabin de Strasbourg, attributaire du prix des Droits de l'Homme de la République Française remis par la Ministre Christiane Taubira pour son action contre l'impunité des Etats, en particulier celui d'Israël... lutte dont fait partie son engagement plein et entier dans la campagne BDS.

Eric Hazan, éditeur (éditions La Fabrique), membre du comité de parrainage du Tribunal Russel sur la Palestine.

Nicole Kiil Nielsen, députée européenne EELV/Les Verts, membre de la commission des Affaires Etrangères et de la sous-commission des Droits de l'homme.

Dans le dernier numéro d'ACC nous avons publié une interpellation des (futurs) candidats aux élections municipales[1] en annonçant un second texte produit par le ***«Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques»,*** qui complète le premier puisqu'il s'adresse cette fois aux électeurs. Il est publié ci-dessous. Ces deux textes suggèrent de faire face de manière concrète - sans rester passif et sans se réfugier dans l'abstention - au piège qui nous est tendu lors de chaque élection. Si le problème des dettes publiques peut permettre de rendre ce piège plus visible pour les prochaines élections municipales, il ne facilitera pas forcément la mobilisation compte tenu des fortes réticences rencontrées quand on propose de ne pas rembourser – même partiellement – une dette.

Cet obstacle idéologique n'a pas été surmonté, par exemple, dans un contexte où pourtant les bouleversements sont nombreux : dans l'encadré ci-dessous il apparait qu'en Egypte l'idée d'effacer une dette publique reste très minoritaire.

Merci de nous informer de toute initiative qui pourrait correspondre à celles suggérées par le texte ci-dessous et le précédent publié dans le n° 246. Nous nous efforcerons d'en parler dans nos colonnes.

Aux prochaines échéances électorales, notamment aux municipales :

Devenez exigeants !

Vous allez être sollicités par des candidats aux élections municipales. **Testez-les sur les dettes publiques !** Considérez d'emblée comme douteux les candidats qui ne parlent pas de ce sujet ou qui le minimisent : on ne peut plus prendre au sérieux ceux qui cachent ou qui oublient de parler des dégâts provoqués par le mécanisme des dettes publiques. Ce mécanisme infernal voulu par quelques profiteurs, banquiers et spéculateurs, prend en effet de l'ampleur et fait des ravages à tous les niveaux : local, national et international.

Quand on est candidat à une fonction élective, même locale, c'est pour défendre l'intérêt général, non ? Pas pour accepter dans le silence et la résignation honteuse un énorme gâchis et de gigantesques inégalités dans la répartition des richesses produites. Car non seulement la plupart des communes sont endettées et se ruinent à payer des intérêts ; elles devront aussi toutes accepter une baisse des dotations accordées par diverses instances (Département, Région, Etat) qui se sentent obligés de donner la priorité au remboursement de leur propre dette.

En gros, 3 types de réactions apparaîtront (spontanément), la **4ème** reste à construire !

1) Il restera toujours (en grand nombre ?...) des électeurs qui, par facilité, choisiront d'accorder leur suffrage à des démagos qui feront de belles promesses sans prendre leur responsabilité face au problème des dettes publiques. C'est un choix électoral qui conduira immanquablement à de nouveaux et sérieux déboires pour tous.

2) Pour les électeurs (en petit nombre ?) qui par chance, auront dans leur commune des candidats qui s'engageront fermement à décider un arrêt provisoire (moratoire) sur le remboursement de la dette municipale pour financer leur projet et réaliser un audit, ce pourrait être plus facile. Même si méfiance et vigilance sont toujours nécessaires avant de donner sa voix pour un mandat qui n'est pas révocable !...

3) Des électeurs (un grand nombre ?) vont s'abstenir. Une abstention qui cache souvent de la résignation, voire de la crainte face à l'ordre établi qu'on n'ose pas affronter. L'abstention est plus rarement accompagnée d'un **discours** révolutionnaire, mais sans acte. Ce n'est manifestement pas non plus à la hauteur de la situation.

+ 1, à construire !

Contrairement à ce que pensent ceux qui se sont laissés piéger par un sentiment d'impuissance politique, il existe une autre solution. La seule qui dans l'Histoire a permis au peuple de progresser : **l'engagement et la détermination dans l'action collective.**

Il y a de quoi faire !

Interpellez les candidats (un modèle d'interpellation est disponible)[1]. Soyez fermes et exigeants : annoncez-leur qu'ils n'obtiendront pas votre suffrage s'ils ne s'engagent pas sur un moratoire. Informez-vous sur les dettes publiques, leurs origines, leurs mécanismes, leurs ravages. Diffusez ces informations autour de vous. Participez aux actions de collectifs comme le nôtre. N'hésitez pas à en créer d'autres. Il y a en effet de quoi faire si on veut éviter de se retrouver rapidement dans une situation politique très grave, comme c'est déjà le cas dans certains pays.

Bien sûr, c'est plus difficile que de râler dans son coin; c'est plus difficile que de se contenter de déposer un bulletin dans l'urne ou de se contenter de manifester de temps en temps. Mais par ces temps difficiles, sans exigence et détermination, comment s'en sortir ?

Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques

1) Pour trouver ce modèle d'interpellation des candidats et pour en savoir plus sur les dettes publiques, rendez vous sur le site www.acontrecourant.org , catégorie «dette publique». Cette interpellation des candidats a déjà été publiée dans le dernier n° d'ACC (n° 246 - août 20123) qui sera fourni gratuitement à tout nouvel abonné.

Une campagne sur les dégâts de la dette publique a été lancée en Egypte il y a plus de deux ans. Si le climat avait été vraiment «révolutionnaire» (voir les pages 4, 5 et 6 du présent numéro), cette campagne ne serait certainement pas restée aussi minoritaire !...

«Ouvre les yeux, c'est toi qui rembourseras la dette»

(Par Chaïmaa Abdel-Hamid, article publié dans Al-Ahram, le 28 août 2013 et mis en ligne sur le site suisse «*A l'encontre*»)

Ils n'appartiennent à aucun parti. Ils sont simplement un groupe de militants et d'activistes égyptiens qui ont décidé de lancer en octobre 2011 sur Facebook et Twitter la campagne populaire pour effacer les dettes de l'Egypte: *«Ouvre les yeux, la dette vient de ta poche»*. C'est dans le cadre des revendications de la révolution du 25 janvier 2011 concernant l'affirmation du droit du peuple égyptien à disposer de lui-même sur tout ce qui touche sa vie et celle des futures générations, que cette campagne a été lancée.

Comme l'expliquent ses fondateurs, ce mouvement de pression populaire vise à confirmer l'indépendance économique de l'Egypte contre toutes les formes d'exploitation, de dépendance et de gaspillage des ressources qui lui ont été imposées au cours des dernières décennies par le régime autoritaire de Moubarak et ses collaborateurs à l'étranger, qui suivaient des politiques économiques ayant engendré d'énormes dettes pour l'Egypte. Puis, le système de Morsi a aggravé les dégâts en recourant à des emprunts à l'étranger comme moyen facile de faire face aux problèmes de la planification économique, au lieu de rendre le système économique plus équitable, et de rechercher des mécanismes alternatifs de financement des dépenses publiques.

Ainsi, cette campagne appelle à revoir tous les prêts conclus sous Moubarak par un comité égyptien indépendant qui évalue l'utilisation des prêts et à étudier les retombées pour le citoyen égyptien. Ensuite, faire pression sur les pays créanciers pour effacer les dettes de l'Egypte et revoir tous les accords la concernant. La campagne compte pour l'instant 1352 fans sur Facebook.

Le ***CADTM*** a publié sur son site une série d'article intitulé ***«Et si on arrêtait de banquer ?»***. des fiches de synthèse ont été produites pour chaque article. Nous reproduisons sur cette page celle qui concerne la nécessaire socialisation des banques. Une nécessité un peu oubliée, que le problème des dettes publiques remet en tête de nos priorités.

Pour l'annulation de la dette illégitime et la socialisation des banques

Comme l'a écrit The Economist fin 2006 : *«Ayant connu une croissance annuelle de 3,2% par tête depuis 2000, l'économie mondiale est en passe de traverser sa meilleure décennie de tous les temps. Si elle continue à ce rythme, elle fera mieux que dans les années 1960 et 1970, réputées idylliques. Le capitalisme de marché, le moteur qui fait tourner le gros de l'économie mondiale, semble bien remplir sa fonction.»* Alan Greenspan(1)

Les crises font partie du métabolisme du capitalisme

Une crise dans le système capitaliste sert d'une certaine manière à remettre les pendules à l'heure : les bulles spéculatives éclatent et le prix des actifs(2) se rapproche de leur valeur réelle ; les entreprises les moins rentables font faillite, il y a destruction de capital(3). Les crises font en quelque sorte partie du métabolisme du capitalisme.

Mais l'intervention des pouvoirs publics qui suivent les demandes des patrons des entreprises a évité jusqu'ici «l'assainissement», la purge du système capitaliste. Les victimes du côté de la majorité sociale se comptent par dizaines de millions tandis que du côté des responsables de la crise, il n'y a pas de véritable remise en ordre, les faillites de grandes entreprises sont très limitées, les banques n'ont pas assaini leurs comptes et de nouvelles bulles spéculatives se sont formées ou sont en cours de formation.

La faible quantité de faillites bancaires est attribuable à l'aide apportée par la BCE et les gouvernements de l'UE. Les États membres ont considéré que les banques étaient trop grosses pour tomber en faillite. Dans l'UE, seules 7 petites ou moyennes banques ont été liquidées : 4 danoises, une finlando- luxembourgeoise, une irlandaise et une britannique(4).

Si un tournant radical favorable à la justice sociale n'est pas pris, la crise va se prolonger pendant de nombreuses années pour plusieurs raisons : le maintien d'une politique gouvernementale qui favorise les intérêts des grandes entreprises privées et qui s'attaque aux droits économiques et sociaux des populations(5); une demande publique et privée insuffisante; des bulles spéculatives persistantes; le maintien en vie d'entreprises non rentables, voire insolvables.

Voilà pourquoi il est important de mieux comprendre le rôle des banques en ouvrant leurs livres de comptes et en auditant les budgets des pouvoirs publics qui leur viennent en aide, en mettant en lumière leurs activités, en identifiant les raisons qui les font agir. De ce travail d'analyse, il ressort que la partie de la dette publique qui est le résultat direct ou indirect de la crise bancaire et du sauvetage des banques privées est frappée d'illégitimité(6). Cette dette n'a pas servi l'intérêt général, elle permet aux banques d'avoir le beurre et l'argent du beurre tout en continuant leur politique néfaste. Cette dette publique constitue le prétexte invoqué par les gouvernants pour porter atteinte aux droits économiques, sociaux et politiques des populations.

Une autre conclusion s'impose : les banques doivent être considérées comme des services publics du fait, précisément, de leur importance et de l'effet dévastateur que leur mauvaise gestion peut avoir sur l'économie. Le métier de la banque (au sens de constituer un instrument pour permettre l'épargne et pour octroyer du crédit) est trop sérieux pour être confié à des banquiers privés qui par définition cherchent à maximiser le profit de la poignée de grands propriétaires privés (le 1%, comme le mouvement Occupy Wall Street les a appelés). Vu qu'elle utilise de l'argent public, bénéficie de garanties de la part de l'État et doit rendre un service de base fondamental à la société, la banque doit devenir un service public.

Cela conduit à deux propositions radicales : d'une part, obtenir l'annulation / répudiation de la dette publique illégitime et lancer une politique d'emprunt public favorisant la justice sociale, l'amélioration des conditions de vie, le rétablissement des grands équilibres écologiques ; d'autre part, socialiser le secteur bancaire sous contrôle citoyen, car il doit être soumis aux règles d'un service public(7) et les revenus que son activité génère doivent être utilisés pour le bien commun. D'autres mesures, comme l'arrêt des politiques d'austérité, sont évidemment tout à fait nécessaires(8).

1) Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des États-Unis de 1987 à 2006, grand partisan de l'absence de contrôle au nom de l'autorégulation des forces du marché. The Economist, un des principaux hebdomadaires financiers, il est édité à Londres depuis 1843. Lors de sa naissance, il a résolument pris parti pour le libre-échange. L'aveuglement de The Economist partagée par Alan Greenspan mérite d'être mise en exergue au début de la présente étude. Sur The Economist voir http:// www.monde-diplomatique.fr/20... Citation tirée d'Alan Greenspan, Le Temps des turbulences, 2007, Jean-Claude Lattès, paris, 2007, p. 28.

2) En général, le terme «actif» fait référence à un bien qui possède une valeur réalisable, ou qui peut générer des revenus. Dans le cas contraire, on parle de « passif », c'est-à-dire la partie du bilan composé des ressources dont dispose une entreprise (capitaux propres apportés par les associés, provisions pour risques et charges, dettes). Voir http://www.banque-info.com/lexique-... Dans le cas concret envisagé ici, les actifs sont principalement des biens et des titres qui sont l'objet d'une spéculation financière (dont les banques sont les principales responsables) : des matières premières et des produits agricoles, des titres de la dette des entreprises privées (corporate bonds) et des États (dettes souveraines), des monnaies, des biens immobiliers...

3) Ce qui provoque la baisse de la composition organique du capital, pour reprendre la terminologie marxiste.

4) Les banques liquidées sont Fiona Bank (DK), Roskilde Bank (DK), EIK (DK), Amagerbanken (DK), Kaupthing Bank (FI, LU), Anglo Irish (Irlande), Bradford & Bingley (RU).

5) Un aspect important de cette politique a été développé dans la partie 3 de cette série, «La plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne» publiée le 23 décembre 2012.

6) Bien sûr, il y a d'autres dettes illégitimes qu'il faut également identifier et refuser de payer.

7) Le secteur bancaire devrait être entièrement public à l'exception d'un secteur coopératif de petite taille avec lequel il pourrait cohabiter et collaborer.

8) Damien Millet, Eric Toussaint, «Europe : Quel programme d'urgence face à la crise ?», 10 juin 2012.

Rencontres et lectures à contre courant

Qu'est-ce qu'un peuple ?

Peuple, un mot qui implique la disparition de l'État existant ? Populaire, un adjectif à travers lequel les dominés acceptent les conditions les plus défavorables à leur propre langage ? « Nous, le peuple », un énoncé performatif par lequel se constituent en peuple les corps réunis dans la rue ? Non pas un peuple, mais des peuples coexistants ? Des rapports de force, une histoire de rapports de force ? Et le populisme, une figure construite sur l'alliage d'une capacité – la puissance
brute du grand nombre – et d'une incapacité – l'ignorance attribuée à ce même grand nombre ?
Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari et Jacques Rancière éclairent dans ce livre quelques unes des facettes de peuple. Approches diverses, on s'en doute, mais qui ont un point commun malgré la polysémie du mot et la polyvalence de la notion : situer peuple sans hésiter du côté de l'émancipation.

«Qu'est-ce qu'un peuple ?» est paru aux Editions La Fabrique. 124 pages. 12 euros.

La liberté dans le coma

Ce livre s'interroge sur les conséquences de l'informatisation du monde et de la traçabilité systématique de nos faits et gestes et réfléchit aux moyens de s'opposer au fichage généralisé. La Liberté dans le coma est le deuxième ouvrage du groupe Marcuse (Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie), après De la misère humaine en milieu publicitaire, paru aux éditions La Découverte en 2004 (réédition en 2010).

«La liberté dans le coma» du groupe Marcuse est paru aux Editions La Lenteur. 256 pages. 11 euros.

Néozapatisme

Pourquoi tourner à nouveau notre regard vers les zapatistes du sous-commandant Marcos ? Parce que partout, des indignés de New York et d'Espagne aux révoltés de Tunis et du Caire, sans oublier ceux des quartiers populaires français, une question se pose : que faire de la colère ? Que faire ? La question posée par Lénine continue à être pertinente alors même que sa réponse a cessé de l'être. En effet, nous votons, nous changeons de gouvernement, nous manifestons, nous occupons les rues, nous demandons que cela change… Et rien ne change ! Bien entendu, le livre ne nous invite pas à chercher un modèle ! Il nous incite à trouver l'écho d'une nouvelle manière de parler de la révolution, une manière stimulante et créatrice. Le «zapatisme» est présent dans la culture des nouveaux mouvements de contestation. Comment un groupe de paysans indiens a-t-il pu devenir une telle source d'inspiration ? Cela a sans doute à voir avec les crises des notions de progrès, d'industrialisation, d'avant-garde, et sans aucun doute avec les échecs des révolutions du 20e siècle. Ce livre nous propose d'explorer les questions que soulève l'insurrection zapatiste. Il ne s'agit pas ici d'une enquête de sociologues mais de la prise à bras-le-corps d'un défi théorique et pratique. Pour ce faire, les auteurs se tournent vers l'école de Francfort, Ernst Bloch et Michael Bakhtin qui ont tracé, il y a plus de cinquante ans, les voies d'une critique de l'orthodoxie «marxiste». Il ne s'agit de rien de moins que de mettre un terme à l'amertume de l'histoire et de repenser les modalités d'un mouvement d'opposition qui aille au-delà du système mortifère dans lequel nous vivons.

«Néozapatisme - Echos et traces des révoltes indigènes» de John Holloway est paru aux Editions Syllepse. 180 pages. 15 euros.

Géographie et anarchie

On trouve plusieurs géographes parmi les théoriciens du mouvement anarchiste. Godwin, Proudhon ou Bakounine offrent déjà des réflexions sociologiques et politiques mais aussi spatiales à travers la question du fédéralisme libertaire, des nationalités ou de la démographie. La géographie d'Élisée Reclus est déjà bien étudiée par plusieurs spécialistes, mais il fallait approfondir ses rapports avec l'anarchie. Philippe Pelletier se propose de le faire, en l'élargissant à la pensée de ses amis anarchistes et géographes qu'étaient Pierre Kropotkine et Léon Metchnikoff.

Si la théorie marxiste qui préfère l'histoire ou l'économie, une logique commune relie la géographie et l'anarchie. Il s'agit de réfléchir librement sur ce qui les anime et les rapproche : une vision du monde et des peuples, la compréhension de l'Ailleurs, la reconnaissance des besoins humains et des ressources, l'aménagement du territoire, la commune et le fédéralisme, la poésie et le paysage, le rapport à la nature, et la confrontation avec l'écologie.

Abordant de façon critique le marxisme et l'écologisme, sans céder au prêt à penser scientifique ou politique, ce livre donne des outils de réflexion et d'expériences historiques pour libérer les espaces de toute domination.

«Géographie et anarchie» de Philippe Pelletier est paru aux Editions du Monde Libertaire. 640 pages. 24 euros.

Affiche, Action

«Le journal est un imprimé; l'affiche est un acte. Un acte vaut mieux que l'écrit ». Affiche-Action se propose d'explorer les pratiques politiques à travers l'affiche, trop souvent assimilée à la propagande par l'image. N'oublions pas qu'il s'agit aussi d'un écrit, coulé dans des polices de caractères, conçu pour être public. Outil de gouvernement efficace en temps d'urgence et de crise, l'affiche devient un média privilégié pour débattre, proposer, s'opposer ou résister.

«Affiche, Action - Quand la politique s'écrit dans la rue», ouvrage collectif paru aux Editions Gallimard. 140 pages. 24 euros.

Emprise et empreinte de l'agrobusiness

Architectes et principales bénéficiaires de la libéralisation des échanges agricoles, les firmes de l'agrobusiness ne cessent de renforcer leur emprise sur le système agroalimentaire mondial.

Fortes de leur poids économique et de leur influence politique, favorisées par une batterie de normes internationales taillées sur mesure, elles poursuivent leurs stratégies de concentration à l'échelle de la planète, prélevant une part grandissante de valeur ajoutée tout au long des chaînes productives.

Dopées par la hausse des prix agricoles et le boom des agrocarburants, elles «gagnent du terrain» au Sud, et y imposent leur modèle de développement : productiviste, tourné vers l'exportation, socialement excluant et écologiquement destructeur. Parées de vertus prométhéennes que leur confèrent leurs avances technologiques, seules ces firmes seraient capables de dynamiser des secteurs agricoles traditionnels «improductifs», en vue de nourrir le monde.

Les mouvements paysans dénoncent cette imposture qui occulte les causes structurelles de la faim, signe la fin des agricultures paysannes et la marginalisation des centaines de millions de personnes qui en vivent.

«Emprise et empreinte de l'agrobusiness» est un ouvrage collectif coordonné par Delcourt Laurent et paru aux Editions Syllepes. 184 pages. 13 euros.

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - nous impose une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre !).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien**.
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "*A Contre Courant*", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

COMITE DE REALISATION

L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE
O. MANGEOT / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP n° 0218 G 87630 | Dispensé de timbrage | Mulhouse - PIC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 18/09/2013

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Sommaire

Page 1 ..... Edito : Et l'affrontement ?
Pages 2 et 3 ..... Syrie : l'intervention ne règlera rien (texte AES)
Page 3 . Syrie : cette gauche qui prend ses désirs pour des réalités
Pages 4 et 5 ..... Un processus révolutionnaire de longue durée (texte Achcar)
Pages 5 et 6 ..... La révolution égyptienne n'est pas un conte de fée
Page 7 ..... Les Mau-Mau tirés de l'oubli, mais qui s'en soucie ?
Page 7 ..... Hommage à Tiennot
Page 8 ..... Cogestion and Co
Pages 9 à 12 ..... Retraites
Page 12 ..... Campagne BDS : Les procès continuent !
Pages 13 .. Devenez exigeants ! (Dette publique et municipales)
Page 14 ..... Dette et socialisation des banques
Page 15 ..... Rencontres et Lectures
Page 16 ..... A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)
ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org
Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE